



Hadès
58, Rue Saint Michel
37550 SAINT AVERTIN
tél. 09 81 02 54 80
<http://www.hades-ingenierie.fr/>



Règlement de la Consultation

Travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en Eau Potable

Tranche n°1 : Secteurs « Les Quentins » - commune de SUBLAINES
Tranche n°2 : Secteurs « Noizay/Les Fontaines » - commune de LUZILLE



Avril 2025

REMISE DES OFFRES

Date limite de remise des offres

Jeudi 05 juin 2025 – 17 h 00


SOMMAIRE

1.	Objet de la consultation	5
2.	Article 2 : Conditions de la consultation.....	5
2.1.	Maîtrise d'ouvrage	5
2.2.	Etendue de la consultation.....	5
2.3.	Limitation du nombre de candidats.....	6
2.4.	Décomposition de la consultation.....	6
2.5.	Organisation de la consultation.....	6
2.5.1.	Visite du site des travaux :.....	6
2.5.2.	Dossier de consultation	6
2.6.	Conduite d'opération.....	6
2.7.	Maîtrise d'œuvre.....	6
2.8.	Contrôle technique.....	6
2.9.	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé.....	7
2.10.	Autres intervenants	7
2.11.	Variante imposée	7
2.12.	Variantes facultatives	7
2.13.	Compléments à apporter aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).....	7
2.14.	Délai d'exécution.....	8
2.15.	Modifications de détail au dossier de consultation	8
2.16.	Délai de validité des offres	8
2.17.	Propriété intellectuelle des projets	8
2.18.	Durée du marché.....	8
2.19.	Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	8
2.20.	Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement.....	9
2.21.	Modalités essentielles de financement et de paiement	9
3.	Présentation des offres.....	9
3.1.	Un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :.....	9
3.2.	Un projet de marché comprenant :	10
4.	Examen des offres et attribution du marché	11
4.1.	Critères d'attribution.....	11
4.1.1.	Sélection des candidatures	11
4.1.2.	Attribution des marchés	12
4.2.	Suite à donner à la consultation	14
5.	Conditions d'envoi ou de remise des offres	14
5.1.	- Transmission électronique.....	14
5.2.	- Transmission sous support papier	15
6.	Renseignements complémentaires	16

7. Clauses complémentaires.....	16
8. Règlement des litiges.....	16

1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux suivants :

 Travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en Eau Potable.

Lieu des travaux : Tranche n°1 : Secteurs « Les Quentins » - commune de SUBLAINES
Tranche n°2 : Secteurs « Noizay/Les Fontaines » - commune de LUZILLE

2. ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La consultation est régie par les textes suivants :

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le CCTG-Travaux ;
- Le CCAG-Travaux et le CCAGS-FCS.

2.1. Maîtrise d'ouvrage

 Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher
39, Rue Léon Gambetta
37150 BLERE
02 47 23 58 63
eau@cc-autourdechenonceaux.fr

La personne signataire du marché est :

- Madame la Présidente de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher

2.2. Etendue de la consultation

Elle est passée selon la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1° du Code de la Commande Publique.

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise unique avec sous-traitance éventuelle ;
- soit à des entreprises groupées solidaires.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements. La même entreprise ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre. Cependant, après l'attribution du marché, la personne signataire du marché pourra exiger que le titulaire adopte la forme juridique suivante : **groupement conjoint solidaire**.

2.3. Limitation du nombre de candidats

Sans objet.

2.4. Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.5. Organisation de la consultation

2.5.1. Visite du site des travaux :

Les candidats devront justifier, dans le mémoire technique, de la visite des sites des travaux projetés par le maître d'ouvrage.

2.5.2. Dossier de consultation

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- Règlement de consultation (RC) ;
- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Devis estimatif prévisionnel (DQE) ;
- Récépissés de Déclaration de travaux (DT) ;
- Diagnostic Amiante – HAP ;
- Permission de voirie ;
- Dossier de plans.

2.6. Conduite d'opération

Sans objet

2.7. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :



Sarl HADES
58, rue Saint Michel
37550 SAINT AVERTIN
09 81 02 54 80
nicolaszimmer@hades-ingenierie.fr

2.8. Contrôle technique

Sans objet.

2.9. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.

Cependant, compte tenu de la diffusion du guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de Coronavirus COVID-19 par l'OPPBTP le 02 avril 2020, l'entreprise devra justifier de sa capacité à se conformer à l'ensemble des mesures à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour appliquer les gestes barrières.

Dans le cas où, en cours d'exécution, l'entreprise n'aurait plus la capacité de mettre en place ces mesures et gestes barrières, l'entreprise devra immédiatement en informer le maître d'ouvrage et cesser son activité.

2.10. Autres intervenants

L'exploitation du réseau électrique (HTA & BT) est assurée par : ENEDIS & INENERGIES

L'exploitation du réseau téléphonique (FT) est assurée par : ORANGE, & TDF

L'exploitation du réseau d'eau potable (AEP) est assurée par : VEOLIA & la CCBV

L'exploitation du réseau d'assainissement (EU) est assurée par : La CC Bléré Val de Cher

L'exploitation du réseau d'assainissement (EP) est assurée par : Les mairies de Sublaines et Luzillé

2.11. Variante imposée

Sans objet.

2.12. Variantes facultatives

Chaque candidat est libre de présenter une ou plusieurs solution(s) variante(s), **limitée(s)** aux exigences détaillées ci-après.

Ainsi, une solution variante ne pourra être proposée que pour ce qui concerne :

- Les techniques de pose de la canalisation d'eau potable ;
- La nature des fournitures et matériaux utilisés pour l'installation d'adduction d'eau potable ;
- La nature des matériaux de remblais d'apport pour autant que les performances minimales à atteindre soient respectées, et que les garanties apportées par l'Entreprise soient au minimum celles fixées pour la solution conforme au CCTP.

2.13. Compléments à apporter aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières d'alimentation en eau potable (CCTP).

2.14. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative des candidats qui devront le préciser dans l'acte d'engagement. Ce délai ne pourra toutefois pas dépasser un délai plafond de **6 mois** hors intempérie et congés payés.

Une période de préparation des travaux, non incluse dans le délai d'exécution, est fixée à 2 semaines.

➤ **Le démarrage des travaux est projeté pour le troisième trimestre 2025**

2.15. Modifications de détail au dossier de consultation

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'entité adjudicatrice des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.16. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.17. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.18. Durée du marché

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

2.19. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2.20. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

2.21. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3. PRESENTATION DES OFFRES

L'entité adjudicatrice applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le candidat indiquera les références de la dernière consultation organisée par l'entité adjudicatrice pour laquelle il aura remis les documents et renseignements déjà transmis.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

3.1. Un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R.2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- lettre de candidature (DC1 ou équivalent) ;
- déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) ;
- attestations de régularité sociales et fiscales ;
- copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ou sous le coup de toute autre procédure ;
- déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés dans le Code de la Commande Publique ;
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- un justificatif d'inscription de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés ou à la chambre des métiers ou tous documents émanant d'une autorité compétente similaire (extrait K-bis ou équivalent)
- liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- trois (3) certificats de capacité concernant des travaux similaires exécutés par l'entreprise pour des maîtres d'ouvrage publics depuis moins de deux (2) ans ;
- Les certificats d'agrément justifiant l'habilitation de l'entreprise et de son personnel à intervenir sur des réseaux d'eau potable ;
- les attestations d'assurances professionnelles en responsabilité civile et décennale.
- Les attestations AIPR (Autorisation à Proximité des Réseaux) obligatoires : attestation concepteur, attestation encadrant, attestation opérateur

En cas de groupement, les justifications précitées devront être produites par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

3.2. Un projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement - document joint à compléter, dater et signer ;
 - le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ci-joint à dater et signer ;
 - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint à accepter sans modification, dater et signer ;
 - le bordereau des prix unitaires (BPU) ci-joint à compléter, dater et signer ;
 - le devis estimatif prévisionnel (DQE) ci-joint à compléter, dater et signer ;
 - un mémoire technique et justificatif ;
 - les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat ;
 - un planning prévisionnel détaillé d'exécution des prestations indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier et la date de prévisionnelle de démarrage des travaux ;
- Le mémoire technique et justificatif devra préciser les points suivants :
- Une note relative à l'exécution des travaux précisant notamment :
 - ✓ Les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux (les procédés et moyens d'exécution envisagés) ;
 - ✓ Les prescriptions d'adaptation des ouvrages aux natures des terrains ;
 - ✓ Une note décrivant les moyens de communication envisagée et les dispositions prévues pour limiter la gêne occasionnée aux usagers et riverains ;
 - Une description des moyens humains (nombre, qualification et ancienneté des personnels employés pour le chantier, encadrement mis en place, etc...)

- Une description des moyens matériels (liste des engins et équipement divers de chantier en justifiant la quantité, la propriété, l'âge, le respect des normes environnementales (bruit, pollution, etc...) et l'entretien du matériel)
- Des indications sur la réalisation des réfections de chaussées, ainsi que le compactage et la réalisation des remblaiements, une note explicitant les dispositions et les moyens pris par le candidat pour la remise en état des accotements.
- Une note explicitant les dispositions d'organisation prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier (amiante), en conformité au Code de l'Environnement.
- Des indications concernant la provenance des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références des fournisseurs correspondants (canalisations et pièces de raccordements, organes de robinetterie et fontainerie, regard de visite, fonte de voirie, bétons, matériaux de remblaiement, réfection provisoires et définitives de chaussées, etc...)
- L'organisation des autocontrôles envisagés par l'entreprise en fonction des travaux ; essais d'étanchéité, essais de compactage des remblais (Les essais seront réalisés par un laboratoire habilité qui sera proposé au maître d'œuvre pour acceptation au moins dix jours avant intervention) mesure du chlore total, analyse bactériologique, méthodologie de ces essais avant raccordement au réseau existant.
- une note sommaire indiquant les principales mesures en matière d'hygiène et sécurité des travailleurs et du matériel.
- Une note relative à la réalisation des Dossiers des Ouvrages Exécutés précisant notamment :
 - ✓ Les moyens (personnels, matériels) pour la réalisation des plans de récolement en classe A;
 - ✓ Indications des délais de réalisation et de remise des D.O.E à partir de la fin des travaux.
- justificatifs visuels de la visite sur site (rapport photographique).
- La cohérence du planning.

4. EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

4.1. Critères d'attribution

4.1.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, L'entité adjudicatrice peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : Capacités professionnelles, techniques et financières, qui devront être suffisantes par rapport aux travaux présentés dans le dossier de consultation des entreprises.

4.1.2. Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère	Pondération
1 – Prix des prestations (note P)	40 %
2 – Valeur technique (note T)	60 %

Chaque critère est noté sur 100 points, avec application de la pondération précisée ci-avant.

Les critères sont affectés des coefficients des pondérations suivantes :

Critère	Base de notation des critères	Pondération	Sous-critères	Base de notation des sous-critères
Prix	100 pts	40 %	Devis quantitatif et estimatif	100 points
Valeur technique	100 pts	60 %	Contraintes environnementales, modalités du déroulement : procédés d'exécution envisagés (installation de chantier, terrassements, traversées, travaux le long de la RD, travaux sur domaines privés). Particularités spécifiques au chantier mises en évidence par l'entreprise, les solutions proposées par l'entreprise visant à lever les éventuelles difficultés pouvant être rencontrées. la qualité du mémoire technique : au niveau rédactionnel, concision et précision, cohérence avec l'opération concernée,...	30 points
			Moyen humains et matériels : moyens qui seront utilisés (personnel, encadrement, expérience, matériel, nombre d'équipes)	10 points

			Remblaiement, compactage et réfection des chaussées : nature et qualité des matériaux, l'étanchéité des enrobés. Moyens en matériel de contrôle qui serviront à assurer le suivi et la vérification du travail exécuté (compactage)	5 points
			Gestion des déchets : Capacité à gérer les déchets provenant des déblais (HAP) bordereau de suivi des déchets. Gestion des déchets sur le chantier (tri-sélectif etc.).	5 points
			Fournitures et matériels : nature et qualité des fournitures, la référence des fournisseurs correspondants, fiches techniques détaillées des matériaux et matériels spécifiques proposés	20 points
			Auto-contrôle : Moyens en matériel de contrôle qui serviront à assurer le suivi et la vérification du travail exécuté (essais de pression, analyses bactériologiques, analyses CVM,...)	5 points
			Hygiène et sécurité : description des contraintes de sécurité, d'hygiène et d'environnement spécifiques à ce chantier, plus particulièrement vis-à-vis des risques de travaux/d'accidents.	5 points
			Dossier des Ouvrages Exécuté prévu et conforme au CCTP : Moyen mis en œuvre pour définition des nouvelles conduites en classe A durant les travaux Contenu du plan de récolement Détail du contenu du Dossier des Ouvrages Exécuté restitué et délai de restitution	5 points
			Visite sur site : présence de justificatifs visuels de la visite sur site (rapport photographique),	5 points
			Cohérence du planning : Planning détaillé d'exécution des travaux sur chacun des sites – Cohérence du planning	10 points

➤ Critère « prix »

La note "prix des prestations" est calculée sur la base du montant des DQE, avec application de la formule :

Note P = 100 x montant de l'offre financière la plus basse / montant de l'offre financière notée ;

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

➤ Critère « valeur technique »

L'évaluation de la valeur technique de l'offre est établie sur la base du mémoire technique rédigé par le candidat, ainsi que les éléments explicatifs décrits à l'article ci-dessus. Chaque candidat pourra y annexer tous les documents nécessaires à la bonne appréciation de son offre.

L'évaluation prendra en compte l'indication des informations requises, leur précision et la concision de la rédaction du document.

➤ Note finale

Note finale N = 0,40 x Note P + 0,60 x Note T

A l'issue de l'analyse des offres, chaque candidat se verra attribuer une note sur 100 points (sommes des notes des 2 critères). Les offres seront alors classées dans l'ordre décroissant des notes, l'offre la mieux-notée étant classée première.

En cas de notes équivalentes après application des critères, c'est l'offre moins disante financièrement qui sera jugée comme meilleure.

4.2. Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, l'entité adjudicatrice pourra engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Elles se dérouleront par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution. Toutefois, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation avec les candidats sélectionnés se déroulera par échange de courriels

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par l'entité adjudicatrice pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1. - Transmission électronique

- La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante :
<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'entité adjudicatrice.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : Non renseigné

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

5.2. - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur à l'entité adjudicatrice, dont l'adresse URL est la suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 7 jours qui suivent la réception de leur demande.

7. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Sans objet.

8. REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie - 45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00 Télécopie : 02 38 53 85 16 Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie - 45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00 Télécopie : 02 38 53 85 16 Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interdépartemental de règlement amiables des litiges
Préfecture Région Pays de la Loire
6 quai Ceynerai - 44035 NANTES CEDEX 1
Tél : 02 40 08 64 64 Télécopie : 02 40 47 66 66
: <http://www.pays-de-la-loire.pref.gouv.fr>

Etabli le 16 Avril 2024